



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240702-2024-06-38-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

RESSOURCES HUMAINES 5.1

N° : 2024-06-38

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 juin 2024

Date d'affichage :

12 juin 2024

VOTE :

Pour : 33

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER – Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Lydia TCHARLAIAN, Bernard CACACE, Didier BELOT, Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Marc LAMBLIN (pouvoir à Michel BARRIERE), Fabienne GUENOUX (pouvoir à Chantal RATEAU), Gilbert MINELLI (pouvoir à Bernard CACACE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Olivier BELLATON (pouvoir Jean-Michel GENESTIER).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN.

Objet :

VERSEMENT D'UN CAPITAL DECES AUX AYANTS DROITS D' AGENTS DECEDES

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Lorsqu'un fonctionnaire d'une collectivité territoriale décède avant l'âge légal de départ à la retraite quelle que soit la cause du décès, la collectivité qui employait cet agent doit verser un capital décès aux ayants droits (conjoint, partenaire, enfants de moins de 21 ans notamment) si les conditions pour y prétendre sont remplies notamment si la situation administrative du défunt le justifie (agent rattaché à la CNRACL).

Le capital-décès est par conséquent une prestation obligatoire à la charge de la collectivité qui va permettre d'aider la famille à faire face aux difficultés financières nées de la disparition du défunt.

Le montant du capital décès à verser aux ayants droits varie selon que l'agent public décédé avait atteint ou non l'âge d'ouverture des droits à la retraite.

Aussi le montant du capital décès versé aux ayants droits du fonctionnaire titulaire décédé n'ayant pas atteint l'âge d'ouverture des droits à la retraite est égal à la dernière rémunération brute annuelle du fonctionnaire décédé telle que prévue par L.712-1 du Code Général de la Fonction Publique. Le montant à prendre en considération pour le calcul de ce capital est celui afférent à l'indice détenu par le fonctionnaire au jour de son décès, correspondant à la somme des rémunérations brutes perçues par l'agent durant les 12 mois complets précédant son décès.

Pour les agents titulaires décédés ayant atteint l'âge de la retraite mais ~~ne l'ayant pas encore prise~~, le montant du capital décès correspond au quart de la dernière rémunération brute annuelle.

Pour ne pas revenir devant le Conseil municipal à chaque décès d'un agent, il est proposé aux membres du Conseil municipal de prendre une délibération générale, afin d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au versement du capital décès aux ayants droits selon les conditions qui s'y attachent, lorsqu'une demande sera faite pour un agent décédé en situation administrative le justifiant et selon le calcul du montant de ce capital prévu par les textes en vigueur.

VU le Code général de la Fonction publique, et notamment l'article L. 828-1,

VU le Code de la sécurité sociale, et notamment les articles D. 712-19 et suivants,

VU le code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

VU le décret n°60-58 du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial,

VU le décret n° 77-812 du 13 juillet 1977 relatif au régime de sécurité sociale des agents stagiaires des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial,

VU le décret n° 2021-176 du 17 février 2021 portant modification temporaire des modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit de l'agent public décédé,

VU le décret n° 2021-1860 du 27 décembre 2021 relatif aux modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit de l'agent public décédé,

CONSIDERANT la nécessité de procéder au versement du capital décès par la collectivité aux ayants droits d'un agent décédé,

CONSIDERANT l'avis de la Commission Vie municipale du 12 juin 2024,

LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE, APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE :

ARTICLE 1 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à verser le capital décès aux ayants droits de tout agent titulaire de la collectivité, décédé.

ARTICLE 2 : DE VERSER aux ayants droits le montant du capital décès si les conditions requises sont réunies.

ARTICLE 3 : DE PRECISER que le montant du capital décès sera calculé selon l'article 7 du décret n°60-58 du 11 janvier 1960 ;

ARTICLE 4 : DE PRECISER que les crédits seront inscrits au budget de la collectivité.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

 **Jean-Michel GENESTIER**
Le Maire,

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240702-2024-06-38-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024